

FEUILLE D'INFORMATION NATURA 2000

Destinée aux habitants des communes concernées par le site :
"HAUTE UBAYE ; MASSIF DU CHAMBEYRON"



Ancolie de Bertoloni
Photo J.E. Berthouze

Déroulement de la démarche Natura 2000 sur le site



Dracocephale d'Autriche
Photo J.E. Berthouze

Le 23 juin 2009, le Comité de Pilotage Natura 2000 pour le site "**HAUTE UBAYE ; MASSIF DU CHAMBEYRON**" se mettait en place et approuvait le cahier des charges de l'étude du document d'objectifs (DOCOB), l'ONF était désigné "opérateur" et à ce titre, chargé de l'étude.

Le 26 juin 2012, vous avez été informé des résultats des prospections de terrain, lors de la réunion d'information publique tenue sur la commune.

Le 11 avril 2013, le **Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN)** se rassemblait pour valider ces résultats, ainsi que la partie objectifs de l'étude

constituée par :

- les résultats des inventaires des habitats et des espèces cités en annexes de la Directive,
- les inventaires et descriptions des activités humaines,
- l'analyse écologique des habitats et espèces sous forme de fiches individuelles,
- la « hiérarchisation des enjeux » de conservation et de gestion du site,
- les objectifs de conservation à atteindre

A l'automne 2012, des **réunions de groupes de travail** thématiques : sur **l'élevage et la forêt**, et sur **les usages de loisirs se sont tenues** dans le but de débattre sur ces thèmes et de faire ressortir des objectifs communs de conservation pour le site.

Le mois de juin sera l'occasion de nous rencontrer à nouveau au cours d'une **réunion publique** en mairie, vous aurez la possibilité de vous prononcer sur ces points. (voir ci-dessous « Date de la réunion publique en mairie »).

Cette réunion sera surtout l'occasion de débattre des mesures de gestion à appliquer sur le site dans le but de maintenir en bon état de conservation les habitats et les espèces des annexes de la « Directive Habitats ».

Ce même mois, à l'issue de cette réunion, la **validation du Document d'Objectifs sera proposée au comité de pilotage**. En cas d'accord de celui-ci, l'arrêté préfectoral approuvant le document sera signé.

L'application du document d'objectif pourra commencer en 2013 et ainsi les premiers contrats Natura 2000 pourront voir le jour.



Photo J.E. Berthouze

Date de la réunion publique en mairie à venir

L'objectif de cette réunion sera de discuter sur les mesures de gestion à appliquer sur le site dans le but de maintenir en bon état de conservation les habitats et les espèces des annexes de la « Directive Habitats ».

Mardi 4 juin 2013 à 17h00,
à la salle des Rencontres à Saint Paul sur Ubaye

La partie application du Document d'Objectifs

L'application de la directive européenne « Habitats » prévoit la création d'un réseau écologique européen de Zones Spéciales de Conservation (ZSC) afin de conserver nos habitats naturels et nos espèces en bon état.

La conservation de la diversité biologique est très souvent liée à l'action de l'homme.

C'est pour cela que la Directive « Habitats » cherche à concilier les exigences écologiques des habitats naturels et des espèces avec les activités économiques, sociales et culturelles qui s'exercent sur le territoire et avec les particularités régionales et locales.

La France a choisi de mettre en œuvre cette directive européenne par l'application d'un document d'objectifs (DOCOB) pour chaque site Natura 2000 qui **définit des objectifs de conservation des habitats et des espèces et les mesures de gestion à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs.**



L'adhésion individuelle au DOCOB des acteurs qui ont une influence sur la conservation des milieux naturels se fera sous la forme de contrats.

En milieu agricole, les contrats seront constitués d'une ou deux mesures agro-environnementales territorialisées (MAET), en plus de la prime herbagère agro-environnementales deuxième version (PHAE2).

Ces contrats individuels ou collectifs seront librement contractualisés afin d'appliquer les mesures de gestion préconisées dans le DOCOB.

Il s'agit donc de promouvoir une gestion concertée et assumée par tous les acteurs volontaires intervenant sur les espaces naturels.

Ces contrats permettront aux signataires (propriétaires, agriculteurs, forestiers, chasseurs, associations, communes...) d'être rémunérés pour les travaux et les services rendus à la collectivité.

Pour vous présenter des mesures de gestion à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs de conservation, prenons quelques exemples tirés de l'expérience sur d'autres sites dans des contextes similaires :

- ✓ Un particulier qui souhaite entretenir des arbres isolés, des alignements d'arbres, des haies ou des bosquets, en vue de la restauration de milieux favorables au maintien d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire, pourra bénéficier d'un financement.



- ✓ Ou un agriculteur pourra être encouragé financièrement à rétablir des pratiques traditionnelles de fauche favorables à la préservation d'habitats et d'espèces, ou pour l'ouverture de milieux embroussaillés.
- ✓ Un propriétaire forestier pourra être rémunéré pour favoriser la création ou le rétablissement de clairières.
- ✓ Une commune pourra être dédommée pour la prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes en milieu forestier fragile, ou pour l'ouverture de milieux embroussaillés, ou pour des investissements visant à informer les usagers sur les milieux sensibles

Ces contrats seront passés directement entre l'Etat (via le préfet de département) et le titulaire de droits réels ou personnels conférant la jouissance des parcelles concernées. Ils seront d'une durée de cinq ans.

Le contrat définira précisément les tâches à accomplir pour conserver ou rétablir les habitats et les espèces en bon état de conservation.

Il donnera la nature et les modalités de rémunération par l'Etat en contrepartie des prestations à fournir par le bénéficiaire.

L'application des mesures de gestion par contractualisation permettra la valorisation de votre patrimoine naturel et aidera au développement local et durable de votre commune.



Pour toute question ou remarque concernant l'application de la directive habitat et la mise en place du document d'objectif joindre :
Jean-Eric BERTHOUBE

ONF - 5 rue des Silos - 05000 GAP

Téléphone : 04 92 53 19 76

Télécopie : 04 92 53 19 60

Courriel : jean-eric.berthouze@onf.fr

